

Dans la première semaine d'octobre, le Commissaire chargé des affaires industrielles, le Vicomte Etienne Davignon, effectuera une tournée au Canada et aura des entretiens avec plusieurs membres du gouvernement canadien. Ses conversations porteront entre autres sur la coopération industrielle dans le contexte de l'Accord-cadre de coopération économique et commerciale conclu en 1976 entre la Communauté et le Canada.

A la fin d'octobre le Ministre canadien de l'Industrie et du Commerce, Herb Gray, effectuera à son tour une visite à la Commission. Cette visite permettra de poursuivre les conversations engagées à Ottawa avec Monsieur Davignon sur la coopération industrielle, et d'aborder d'autres aspects des relations économiques et commerciales entre le Canada et la Communauté.

En novembre une délégation de la Commission participera à la prochaine ronde de consultations semestrielles devant se dérouler au Canada. Le Sous-comité de coopération industrielle et le Sous-comité de coopération générale, établis dans le contexte de l'Accord-cadre, tiendront leur réunion semestrielle à Ottawa au même moment.

Egalement en novembre, un groupe de parlementaires canadiens se rendra à Strasbourg et à Bruxelles pour participer à la rencontre annuelle entre le Parlement canadien et le Parlement européen. Les discussions porteront sur plusieurs développements internationaux ainsi que sur divers dossiers bilatéraux.

Les mois à venir devraient donc fournir plusieurs occasions de rendre les rapports canado-communautaires encore plus étroits et de procurer un nouvel élan à la coopération bilatérale, en particulier dans le domaine de la coopération industrielle.

THE CONSTITUTIONAL DEBATE CONTINUES

On the day this Newsletter went to print a constitutional conference of federal and provincial governments opened in Ottawa. The objective of the conference is to reach agreement on the revision of Canada's constitution, and particularly on a new division of powers and responsibilities between federal and provincial levels of government.

This conference is the latest, and most important in the series of discussions set in train by the federal and provincial leaders immediately after the May referendum in Quebec on sovereignty-association. On the night on which the Quebec people rejected the proposal of the Quebec Government to negotiate "sovereignty-association" with the rest of Canada, Prime Minister Trudeau undertook to seek, through a process of constitutional reform, a "renewed federalism" which would meet the aspirations of all Canadians.

The social and economic changes which have taken place since Canada's existing constitution was designed in 1867 had a major impact upon the original division of powers between federal and provincial levels of government. For example responsibility for educational and most cultural matters was assigned to the provinces, yet the rapid development of communications since 1867 with economic, cultural and international implications has created a range of jurisdictional problems which could not have been foreseen a century ago.